

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**Consultation N°26-TV031TVX**

***Marché à procédure adaptée  
Accord cadre mono attributaire***

**Objet : Travaux d'entretien 2026-2030 - Lot unique - Elagage, abattage, plantation d'arbres pour les établissements du GHU APHP Centre Université Paris Cité**

Lieux d'exécution : sites Cochin-Port Royal, Broca-La Collégiale-Hôtel Dieu, HEGP, Necker, Corentin Celton et Vaugirard.

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ.....	3
1.1 : Objet.....	3
1.2 : Forme.....	3
1.3 : Décomposition en lots et étendue.....	4
1.4 : Durée.....	4
1.5 : Définition de la prestation.....	4
1.6 : Maîtrise d'oeuvre.....	4
1.7 : Plan de prévention.....	4
1.8 : Bons de commandes .....	4
1.9 : La sous-traitance .....	5
ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	5
ARTICLE 3 : ÉTABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS .....	5
3.1 : Nature des prix.....	5
3.2 : Modalités.....	6
3.3 : Clause butoir et de sauvegarde : .....	6
ARTICLE 4 : MODALITÉS DE DÉFINITION DES PRIX.....	7
4.1 : Travaux métrables.....	7
4.2 : Fournitures hors bordereau .....	7
4.3 : Sous-traitance hors bordereau .....	7
ARTICLE 5 : COMMANDE–coordination et execution des travaux.....	7
5.1 : Commandes .....	7
5.2 : Période de préparation – période d'exécution des travaux.....	8
5.3 : Délai d'exécution des travaux .....	9
5.4 : Obligations diverses des entrepreneurs de chaque corps d'état .....	9
5.5 : Conditions particulières d'exécution.....	10
ARTICLE 6 : CONTRÔLE - SUIVI DU MARCHÉ.....	11
6.1 : Contrôle .....	11
6.2 : Suivi du marché .....	12
6.3 : Insertion de nouvelles prestations de travaux (clause de réexamen) .....	12
6.4 : Garantie.....	12
ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE .....	13
7.1 : Certificats.....	13
7.2 : Secret professionnel.....	13
7.3 : Accès aux établissements – Identification.....	13
7.4 : Grèves .....	13
ARTICLE 8 : FACTURATION – PAIEMENT .....	14
8.1 : Vérificateur.....	14
8.2 : Facturation.....	14
8.3 : Paiement.....	15
8.4 : Avance .....	15
8.5 : Paiement des sous-traitants .....	15
ARTICLE 9 : ASSURANCES .....	17
ARTICLE 10 : NANTISSEMENT .....	18
ARTICLE 11 : RETENUE DE GARANTIE .....	18
ARTICLE 12 : PÉNALITÉS - RÉILIATION .....	18
12.1 : Pénalités.....	18
12.2 : Résiliation .....	19
ARTICLE 13 : LITIGES.....	19
ARTICLE 14 : DÉROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX .....	19

A.P.-H.P.	Consultation n°26-TV031CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	23/02/2026	2 / 19

## ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

### 1.1 : Objet

La présente consultation est relative au renouvellement d'un marché d'élagage, d'abattage et de plantations d'arbres pour le compte des Hôpitaux Universitaires Paris Centre pour la période d'exécution 2026-2030.

Le groupe AP-HP Centre Université Paris Cité se compose de 9 sites répartis dans Paris et sa petite couronne.

#### Sites COCHIN-BROCA-HOTEL DIEU

<b>Site COCHIN</b> Entrée des véhicules au 8 rue Méchain et Sortie au 27 Rue du Faubourg St Jacques – 75014 PARIS	<b>Site PORT ROYAL</b> 123 Boulevard de Port-Royal 75014 PARIS	<b>Site HOTEL-DIEU</b> 1 Parvis Notre-Dame 75004 PARIS
<b>Site BROCA</b> 56 Rue Pascal 75006 PARIS	<b>Site LA COLLEGALE</b> 33 Rue du Fer à Moulin 75005 PARIS	

#### Site NECKER

<b>Site NECKER Enfants Malades</b> 149 Rue de Sèvres 75015 PARIS
--

#### Sites HEGP-CORENTIN CELTON-VAUGIRARD

<b>Site HEGP</b> 20 Rue Leblanc 75015 PARIS	<b>Site CORENTIN-CELTON</b> 4 Parvis Corentin-Celton 92130 ISSY LES MOULINEAUX	<b>Site VAUGIRARD- Gabriel PALLEZ</b> 20 Rue Vaugelas 75015 PARIS
---	--	---

Le détail des travaux, objet du présent marché, est précisé dans le BPU et dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### 1.2 : Forme

La procédure de consultation est un marché à Procédure Adaptée, en application des articles R. 2123 (1 à 7) du Code de la Commande Publique en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché est conclu sans montant minimum.

Le contrat est conclu avec un maximum en montant.

Montant maximum HT	
<b>Durée ferme de 2 ans</b>	80 000,00 €
<b>3<sup>e</sup> année (si reconduction)</b>	40 000,00 €
<b>4<sup>e</sup> année (si reconduction)</b>	40 000,00 €
<b>Total</b>	<b>160 000,00 €</b>

A.P.-H.P.	Consultation n°26-TV031CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	23/02/2026	3 / 19

Le montant maximum du marché est fixé à **120 000, 00 € HT** sur la durée du marché (4 ans).

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande par application des articles R2162-1 à R2162-14 du Code de la commande publique.

### **1.3 : Décomposition en lots et étendue**

La consultation n'est pas allotie.

Lot n°	Intitulé du lot
Unique	Elagage, abattage et plantation d'arbres

En application de l'article L2113-11 du code de la commande publique, ce contrat est global pour la raison suivante :

La dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations

### **1.4 : Durée**

Le marché sera conclu pour une durée ferme de 2 ans à compter de la notification de celui-ci.

Il pourra être reconduit deux (2) fois pour une période de 1 an, sur l'initiative de la personne publique, dans le respect d'un préavis de 3 mois avant la fin de la période en cours.

Il sera résiliable à l'initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux Paris Cité 6 mois avant la date de fin du marché et ce sans indemnités par dérogation à l'article 50.4 du CCAG-Travaux. Si l'Assistance Publique – Hôpitaux Paris Cité décide de procéder à la résiliation, elle le notifiera au titulaire par lettre du RPA en recommandé avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date effective de résiliation (par dérogation à l'article 50 du CCAG Travaux).

### **1.5 : Définition de la prestation**

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et le Bordereau de Prix Unitaires.

Le titulaire s'engage sur un montant maximum.

### **1.6 : Maîtrise d'oeuvre**

Sauf stipulation particulière mentionnée dans le bon de commande, la maîtrise d'œuvre est assurée par la Direction des Investissements du GHU APHP Centre-Université Paris Cité.

### **1.7 : Plan de prévention**

Un plan de prévention général sera fait au début du marché en fonction de la nature des interventions.

La MOA se réserve le droit d'établir des plans de prévention spécifique.

### **1.8 : Bons de commandes**

Par dérogation à l'article 3.8.1 du C.C.A.G. Travaux, les Bons de commandes sont préparés, datés et signés par le Maître d'Œuvre et visés par le Maître d'Ouvrage, puis notifiés au titulaire. En l'absence de maître d'œuvre sur l'opération concernée, les Bons de commandes sont préparés, datés et signés par le Maître d'Ouvrage.

A.P.-H.P.	Consultation n°26-TV031CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	23/02/2026	4 / 19

## 1.9 : La sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée ; aux dispositions de l'article Art. R. 2393-(24 à 34) du Code de la Commande publique relatives à la sous-traitance et à celle du CCAG Travaux en vigueur.

Le sous-traitant devra-présenter, pour la partie sous-traitée, des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations qu'à condition d'avoir obtenu de l'APHP l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire restera seul responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent marché. A ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du titulaire.

Les sous-traitants directs et les sous-traitants indirects sont déclarés et leur condition de paiement sont agréés conformément à l'article 3.6 du CCAG Travaux. Le sous-traitant doit être accepté et ses conditions de paiement agréées préalablement à tout commencement d'exécution des travaux faisant l'objet de la sous-traitance.

Toute sous-traitance occulte sera sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risque de l'entreprise titulaire du marché (article 52 du CCAG Travaux).

### **Tâches essentielles**

Les tâches essentielles représentent toutes les tâches incluses dans la prestation sauf les plantations d'arbres (cf article 6.10 Plantation d'arbres du CCTP et BPU). Ces dernières peuvent donc faire l'objet de sous-traitance.

## **ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, le marché est régi, pour chaque lot de la présente consultation, par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- L'Acte d'Engagement (AE)
- le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- Les Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques unifiés (C.C.S. -D.T.U.) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire de ministre chargé de l'Economie et des Finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire.
- Neuf plans détaillés respectivement pour l'ensemble des sites
- Les inventaires des arbres pour les sites Cochin, Port-Royal, Hôtel-Dieu, La Collégiale et Broca.
- Les bons de commandes.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de travaux en vigueur
- Tout document déposé avec l'offre ;

Les pièces générales, bien que non jointes aux autres pièces constitutives du marché, sont réputées connues de l'entrepreneur.

## **ARTICLE 3 : ÉTABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS**

### **3.1 : Nature des prix**

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois zéro M<sub>0</sub> fixé dans l'article 2.3 de l'acte d'engagement (AE).

Les prix ne figurant pas dans les annexes financières et faisant l'objet d'un devis sont fermes.

A.P.-H.P.	Consultation n°26-TV031CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	23/02/2026	5 / 19

Les prix réputés pratiqués à la date de début du marché sont révisés annuellement à chaque date anniversaire du marché (= date de début de marché). La première année du marché les prix sont réputés fermes.

- 1<sup>ère</sup> révision : date de notification + 1 an
- 2<sup>ème</sup> révision : date de notification + 2 ans
- 3<sup>ème</sup> révision : date de notification + 3 ans

La TVA applicable est celle en vigueur au moment de l'admission des prestations.  
Le coefficient de révision arrondi au millième supérieur sera arrêté à la troisième décimale.

Formule utilisée avec part fixe sans formule paramétrique :

$$P = P_0 \times \{0,15 + 0,85 \times (\frac{I_n}{I_0})\}$$

Indices utilisés :

Sigle	Signification
0,15	Part fixe
M <sub>0</sub>	Mois du dépôt de la dernière offre
P	Prix révisé hors TVA
P <sub>0</sub>	Prix initial figurant dans le marché hors TVA au mois M <sub>0</sub>
I <sub>n</sub>	Dernier indice connu, 60 jours avant la date anniversaire du marché (date de début du marché)
I <sub>0</sub>	Indice 010766544 / CPF 81 – Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager au mois M <sub>0</sub>

### 3.2 : Modalités

La TVA applicable est celle en vigueur au moment de l'admission des prestations.

La révision peut être proposée par l'entreprise ; l'envoi doit être fait au plus tard 30 jours avant la date anniversaire du marché.

A défaut, elle est effectuée à l'initiative de l'AP-HP, elle est notifiée via PLACE avant la date anniversaire.

Le titulaire dispose de 30 jours à compter de l'envoi pour contester le calcul de la révision.

Le coefficient de révision arrondi au millième supérieur sera arrêté à la troisième décimale.

Le titulaire, pour la demande de révision, sollicite par courriel, la Direction des Investissements APHP Centre Université Paris Cité [aphp-centre-gestion.travaux.maintenance@aphp.fr](mailto:aphp-centre-gestion.travaux.maintenance@aphp.fr) et met en copie l'adresse de la Cellule des marchés APHP. Centre Université Paris Cité [cellulemarches.aphpcup@aphp.fr](mailto:cellulemarches.aphpcup@aphp.fr)

### 3.3 : Clause butoir et de sauvegarde :

Si l'augmentation de prix annuelle résultant de la révision est supérieure à 5 % par rapport au coefficient de l'année précédente, la clause butoir empêche l'évolution du prix au-delà du butoir prévu, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

Seules les hausses anormales dues aux matières premières ou à des exigences réglementaires nouvelles permettront une hausse supérieure ; dans ce cas, un dossier justificatif détaillé devra être fourni.

Dans le cas où aucun accord après négociation n'est possible entre les deux parties, si l'augmentation des prix résultants de la révision ne correspond pas à l'application de la formule proposée, ou aux possibilités budgétaires, le groupe hospitalier se réserve la possibilité de résilier sans indemnité, la partie non exécutée du marché.

Les nouvelles conditions de prix acceptées par le Groupe Hospitalier donneront lieu à l'établissement d'une note d'information.

A.P.-H.P.	Consultation n°26-TV031CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	23/02/2026	6 / 19

En dehors de ces cas, les prix ne seront pas modifiés.

## ARTICLE 4 : MODALITÉS DE DÉFINITION DES PRIX

### 4.1 : Travaux métrables

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application des prix unitaires dans le bordereau des prix unitaires.

Le titulaire s'engage à effectuer tous les travaux qui lui seront demandés au prix du bordereau correspondant.

Un ou des sous-détails des prix unitaires pourront être demandés en cours d'exécution du marché, dans les conditions prévues à l'article 9.3.4 du C.C.A.G. Travaux.

### 4.2 : Fournitures hors bordereau

- Les fournitures hors bordereau seront réglées selon déboursés réels justifiés, remises déduites, affectées d'un coefficient de majoration de 1,10 : le titulaire du marché est tenu de produire avec sa facture, la ou les factures fournisseurs relatives aux fournitures Hors BPU)
- Les fournitures fabriquées par le titulaire doivent être mentionnées clairement sur le devis détaillé sans coefficient appliqué ; le devis sera accepté par le Maître d'ouvrage avec la mention "vu et accepté"

### 4.3 : Sous-traitance hors bordereau

Un coefficient de majoration de 1,06 sera appliqué aux prestations sous-traitées HBPU, et le titulaire est tenu de fournir avec sa demande de paiement, la facture de son sous-traitant ainsi qu'une attestation de délégation de paiement. Pour rappel et conformément au CCAP, un DC4 doit être fourni pour toute intervention d'un sous-traitant.

## ARTICLE 5 : COMMANDE-COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

### 5.1 : Commandes

Les commandes seront établies par le GHU APHP. Centre Université Paris Cité et transmises au titulaire par courrier ou par télécopie. Elles comporteront obligatoirement un numéro de bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) et un code service à rappeler sur le bon de livraison et sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les date, heure et lieu de livraison.

Sur la base du devis éventuellement rectifié, le Groupe Hospitalier délivrera au titulaire un bon de commande valant ordre de service.

Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

*Les opérations de travaux identifiées (ensemble de travaux caractérisés par son unité fonctionnelle, technique ou économique dans une période de temps et un périmètre défini) d'un montant global inférieur à 500k € HT pourront être mises en œuvre en ayant recours aux présents marchés de travaux d'entretien du GHU APHP Centre-Université Paris Cité.*

Validité des bons de commande : la durée de validité des bons de commande est de 6 mois au-delà de la fin du marché.

Le devis devra préciser les notions de Hors BPU de manière très claire :

A.P.-H.P.	Consultation n°26-TV031CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	23/02/2026	7 / 19

- Le code article du BPU
- Le coefficient de révision de prix appliqué sur le BPU à partir de l'année révisable (la date du bon de commande détermine le coefficient à appliquer).
- HBPU fournitures (nom du fournisseur à préciser) avec le coefficient de majoration appliqué
- HBPU en provenance du titulaire – sans coefficient de majoration
- HBPU – sous-traitance (nom du sous-traitant à préciser) avec le coefficient de majoration appliqué, attestation de délégation de paiement et le DC4 à établir

Chaque bon de commande ou ordre de service valant bon de commande indiquera au minimum :

- Le numéro de marché,
- Le numéro de bon de commande,
- Le montant hors taxe et toutes taxes comprises,

Le bon de commande, signé par le Directeur des Travaux ou de la Maintenance Technique, sera notifié au titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de trois (3) jours francs pour émettre des observations sur le bon de commande valant ordre de service. Passé ce délai, il est réputé en avoir accepté toutes les clauses.

**La dernière prestation devra être réalisée au plus tard dans les six (6) mois suivants la fin de la période de validité du marché.**

Si la société titulaire du marché est située dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressée au titulaire du marché par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux Paris Cité sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique – Hôpitaux Paris Cité : FR95267500452.

Le titulaire s'engage à pouvoir intervenir sur bon pour accord ou demande expresse du maître d'ouvrage par simple confirmation de courriel. Ces sollicitations doivent rester raisonnables en nombre et régularisées dans le mois suivant le courriel. En cas de refus d'intervention, l'entreprise s'expose aux pénalités prévues au chapitre 12 « retard dans l'exécution ».

## **5.2 : Période de préparation – période d'exécution des travaux**

La période de préparation est comprise dans le délai d'exécution indiqué sur chaque bon de commande, conformément à l'article 28.1 du C.C.A.G.

Lorsque plusieurs entreprises interviendront sur un même chantier, la mise au point d'un calendrier contractuel sera faite lors du rendez-vous de chantier.

### **5.2.1 Disposition des articles R.4511-1 à R.4514-10 du Code du travail**

L'exécution du présent marché est soumise aux dispositions des articles R.4511-1 à R.4514-10 du code du travail.

La maîtrise d'œuvre assure la coordination générale des mesures de prévention. Cependant chaque chef d'entreprise reste responsable de l'application des mesures de prévention nécessaires à la protection de son personnel.

### **5.2.2 Documents nécessaires à l'exécution des ouvrages**

Les conditions d'établissement des documents nécessaires à l'exécution des ouvrages sont, s'il y a lieu, précisées à l'occasion de chaque commande.

En ce qui concerne les éventuels échantillons et les notices techniques, la maîtrise d'œuvre indiquera ses besoins au titulaire.

A compter de cette demande, le titulaire dispose d'un délai de 10 jours pour remettre les échantillons ou notices techniques demandés. Passé ce délai, le titulaire se verra appliquer une pénalité.

A.P.-H.P.	Consultation n°26-TV031CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	23/02/2026	8 / 19



### **5.2.3 Organisation – sécurité et hygiène du chantier**

#### **5.2.3.1 Sécurité et Hygiène**

Les mesures particulières ci-après concernant la sécurité et l'hygiène sont prises par le titulaire et ses sous-traitants, conformément à la législation en vigueur.

#### **5.2.3.2 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

Les travaux sont soumis notamment aux dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

### **5.2.4 Conditions générales d'exécution des travaux**

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- a) les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux lors des opérations comportant la mise en œuvre notamment d'appareils thermiques ;
- b) l'exécution simultanée d'autres travaux.

Il devra en outre prendre à sa charge toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible la gêne occasionnée.

### **5.2.5 Modalités d'exécution et coordination des entreprises présentes sur un même chantier**

#### **5.2.5.1 Organisation matérielle et collective du chantier**

Ces missions seront prises en charge par la maîtrise d'œuvre.

## **5.3 : Délai d'exécution des travaux**

La date de démarrage et le délai d'exécution des travaux sont fixés dans le bon de commande pour les interventions n'ayant pas un caractère urgent particulier.

Pour les **interventions urgentes** exceptionnelles, le maître d'ouvrage adressera un bon de commande par courriel confirmé par un appel téléphonique au chargé d'affaire. Dans ce cas, **l'intervention du titulaire devra être inférieure à deux heures pendant les horaires ouvrables à compter de la réception dudit bon de commande.**

La durée d'intervention sera consignée par attachement dûment visé.

Le titulaire sera rémunéré de cette intervention à partir du supplément indiqué au bordereau, en sus de la facturation des prestations rémunérées au titre du bordereau.

Le prestataire doit préciser le délai maximum d'intervention à partir de la réception du bon de commande. Le calendrier des travaux est défini par le responsable des espaces verts du groupe hospitalo universitaire. Ce calendrier doit être scrupuleusement suivi. Le retard occasionné engendrera l'application de pénalités de retard prévues à l'article 12.

## **5.4 : Obligations diverses des entrepreneurs de chaque corps d'état**

En cas d'exercice d'un droit d'occupation temporaire, le titulaire doit pouvoir justifier de l'accomplissement des obligations qui lui incombent de ce fait. Le titulaire doit entretenir ses matériels, même au cas où ils seraient utilisés par des entrepreneurs d'autres corps d'état, sauf indemnisation par ces derniers, s'il y a lieu.

A.P.-H.P.	Consultation n°26-TV031CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	23/02/2026	9 / 19

Au cours de l'exécution des travaux, le titulaire doit, à ses frais, garantir ses matériaux et ouvrages des dégradations et avaries qu'ils pourraient éprouver.

En cas de vol ou perte de matériaux, matériels, outillages, ouvrages ou partie d'ouvrage, les frais résultant des remplacements ou remise en état incombent aux entrepreneurs des corps d'état correspondants, sans que ces frais puissent donner lieu à une indemnisation quelconque de la part du maître de l'ouvrage.

Dans la mesure où il intervient sur la voie publique pour l'exécution de son lot, le titulaire doit le gardiennage de jour sur la voie publique ou à l'intérieur des établissements pour la protection des passants ou des occupants, la fourniture et la signalisation du chantier pendant la nuit.

### **5.5 : Conditions particulières d'exécution**

Le titulaire devra mettre en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la continuité du service. Les interventions doivent pouvoir être effectuées du lundi matin au samedi soir tout au long de l'année

A.P.-H.P.	Consultation n°26-TV031CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	23/02/2026	10 / 19

## ARTICLE 6 : CONTRÔLE - SUIVI DU MARCHÉ

### 6.1 : Contrôle

La mise en œuvre de tous matériaux et fournitures nécessaires à l'exécution des travaux devra être approuvée par le maître d'œuvre préalablement à l'exécution des travaux.

Sauf accord intervenu entre le maître d'ouvrage et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le maître d'ouvrage.

Après toute prestation, le titulaire doit faire signer un bon d'intervention (ou feuille d'attachement) par le maître d'œuvre faisant figurer les dates auxquelles les travaux ont été exécutés, le nombre d'heures passées par les ouvriers, les noms des ouvriers et la nature des travaux exécutés, l'adresse et la localisation exacte du lieu d'intervention.

Pour les travaux qui ne relèvent pas de la maintenance courante et dont le coût risque d'être important, le maître d'ouvrage demande **un devis chiffré en préalable à la délivrance des bons de commande correspondants**.

Ce devis, chiffré poste par poste, fera ressortir pour chaque nature d'ouvrage :

- les intitulés des prix du bordereau, ainsi que leurs numéros d'article, avec leur montant HT ;
- les prix unitaires supplémentaires non prévus au bordereau de prix unitaires initial, le cas échéant, et les sous-détails de ces prix unitaires.
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- le montant toutes taxes comprises,
- et comprendra un descriptif succinct des travaux à réaliser.

**Cet estimatif fixant une limite de dépenses** devra être chiffré en valeur exécution et arrêté toutes taxes comprises.

L'entrepreneur devra fournir celui-ci dans un délai **n'excédant pas**, à dater de la demande :

- **10 jours ouvrés pour les travaux simples (montant des travaux inférieurs à 10 000 € HT)**
- **20 jours ouvrés pour tous les autres cas.**

A ce titre, les travaux excédant les limites définies par ce devis seront considérés comme non autorisés.

**En cas d'urgence**, si le délai d'intervention ne permet pas l'établissement d'un devis préalable, l'intervention d'urgence est réalisée par le titulaire, en parallèle à l'émission du devis de base et du bon de commande correspondant.

Aucune intervention ne peut être réalisée sans confirmation écrite par courriel provenant de la Direction des Investissements.

Lorsque le titulaire doit faire face à des travaux supplémentaires en cours d'intervention, un devis additionnel doit être fourni pour émission d'un ordre de service complémentaire le cas échéant.

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité :

- de mettre la prestation en concurrence, dans le cas où le devis proposé par le titulaire comporte des prestations hors bordereau ;
- de corriger les quantités portées sur le devis dans le cas où cela s'avérerait nécessaire.

A.P.-H.P.	Consultation n°26-TV031CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	23/02/2026	11 / 19

## 6.2 : Suivi du marché

Le Titulaire s'engage à organiser, avec la maîtrise d'œuvre du marché *de l'opération*, une réunion de suivi du marché, à laquelle participent un représentant du Titulaire, de la Maîtrise d'ouvrage, de la Maîtrise d'œuvre du GHU Centre Université Paris Cité dont la fréquence est trimestrielle.

Le Titulaire s'engage à participer aux réunions hebdomadaires de suivi avec la maîtrise d'œuvre / Maîtrise d'Ouvrage. Ces réunions ont pour objectif de réaliser le suivi des travaux en cours, de réaliser les demandes de devis.

## 6.3 : Insertion de nouvelles prestations de travaux (clause de réexamen)

En application du R.2194-1 du code de la commande publique relatif aux marchés publics, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du titulaire du marché. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

En cas de changement de titulaire, le RPA pourra prévoir un avenant de transfert.

## 6.4 : Garantie

### 6.4.1. Garantie décennale

Le titulaire du marché assurera à l'égard du maître de l'ouvrage, la responsabilité résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du Code civil.

### 6.4.2. Garantie de parfait achèvement

Les conditions de mise en œuvre de la garantie de parfait achèvement sont conformes à l'article 44 du CCAG Travaux.

### 6.4.3. Garantie de bon fonctionnement

Le titulaire garantit le bon fonctionnement des installations et équipements mis en place au titre du présent marché pendant une période de deux (2) ans à compter de la date de réception ou à compter de la date de levée de réserves pour les prestations ayant fait l'objet de réserves lors de la réception.

Pendant la période de garantie, le titulaire sera réputé responsable de toutes les anomalies ou pannes constatées, sauf s'il apporte la preuve que ces anomalies ou pannes ont une cause étrangère aux travaux, objet du présent CCAP.

Dans le cadre de la présente garantie contractuelle, le titulaire prendra à sa charge tous les frais inhérents aux modifications, réparations ou remplacements qui se révéleraient nécessaires de manière à maintenir les installations en parfait état de marche ou à atteindre le niveau de performance prévu par le marché.

Si le titulaire n'intervient pas dans le délai de quinze (15) jours ou ne réalise pas les travaux nécessaires, le maître de l'ouvrage pourra quinze (15) jours après mise en demeure restée infructueuse, faire procéder à la remise en état du système par un tiers au frais et risques du titulaire, l'intervention de ce tiers ne suspendant pas la garantie du titulaire.

Les fournitures seront garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 à 1649 du Code Civil.

A.P.-H.P.	Consultation n°26-TV031CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	23/02/2026	12 / 19

## ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

### 7.1 : Certificats

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

### 7.2 : Secret professionnel

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le coordonnateur ou les adhérents du groupement de commandes.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'AP-HP ou d'un tiers.

### 7.3 : Accès aux établissements – Identification

Les personnels du titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

### 7.4 : Grèves

**En cas d'arrêt de travail, le titulaire devra assurer les prestations considérées comme indispensables au en accord avec la personne publique.**

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, **l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.**

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

A.P.-H.P.	Consultation n°26-TV031CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	23/02/2026	13 / 19

## ARTICLE 8 : FACTURATION – PAIEMENT

### 8.1 : Vérificateur

A l'issue des interventions, les mémoires peuvent être envoyés avant paiement au vérificateur.

### 8.2 : Facturation

Les factures ne doivent comporter aucunes conditions générales de vente.

**Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, l'utilisation du portail CHORUS-PRO devient obligatoire pour l'ensemble des factures adressées aux entités publiques. La maîtrise d'œuvre transmettra à la maîtrise d'ouvrage les décomptes mensuels, acomptes, décomptes généraux définitifs par ce biais.**

Ces documents seront déposés sur le portail Chorus-Pro en précisant notamment:

- **Le numéro du bon de commande à 10 chiffres commençant par 45\* information OBLIGATOIRE**
- **le numéro de marché,**
- **le code service de l'établissement ayant passé commande OBLIGATOIRE pour le bon aiguillage de la facture**

Etablissement	Code service
Broca La Collégiale	016
Cochin Port Royal	021
Corentin Celton	022
Hôtel Dieu	041
Necker	061
HEGP	075
Vaugirard Gabriel Pallez	090

Lors du dépôt de facture dans le portail Chorus-Pro, l'identification du destinataire est effectuée à partir du n° de **SIRET de l'AP-HP (26750045201928) valable pour l'ensemble des hôpitaux de l'AP-HP.**

#### Délai maximum de paiement

Au-delà du délai maximum de paiement prévu à l'article R. 2192-11 du Code de la Commande Publique, les intérêts moratoires sont dus de plein droit. Le taux retenu pour le calcul des intérêts moratoires est le taux d'intérêt légal augmenté de huit points.

Le délai maximum de paiement est au plus de 50 jours à partir de la date de dépôt sur Chorus Pro.

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- nom et adresse du créancier ;
- les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- le code APE ;
- la désignation de chaque article livré (marque, quantité) ou de la prestation ;
- le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- le taux et le montant des taxes ;
- le montant total des fournitures livrées T.T.C. ;
- les n° des bons de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service ;
- *le code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;*
- le numéro de marché ;
- les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation.

A.P.-H.P.	Consultation n°26-TV031CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	23/02/2026	14 / 19

**L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.**

**Les produits ou prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.**

### **8.3 : Paiement**

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales-Travaux.

En application des dispositions du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter du dépôt sur Chorus PRO.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles 8 et 9 du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique..

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

Par dérogation à l'article 12 du CCAG travaux, les travaux seront rémunérés après la réception des travaux identifiés dans le bon de commande.

Dans le cas d'un devis supérieur à 30 000 €HT avec un délai d'exécution supérieur à 3 mois, le paiement pourra être échelonné selon l'échéancier de paiement élaboré suivant l'avancement des prestations et obligatoirement fourni avec le devis.

### **8.4 : Avance**

#### Conditions de versement de l'avance

Si le montant initial du bon de commande / du marché est supérieur à 50 000 € HT et (conditions cumulatives) que le délai d'exécution des prestations est supérieur à 2 mois, une avance obligatoire est accordée au titulaire et/ou au sous-traitant du marché s'il en forme la demande dans l'acte d'engagement ou de sous-traitance.

Une avance peut être versée à leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct lorsque le marché initial est éligible au versement de l'avance.

#### Montant de l'avance (option B retenue)

Le montant de l'avance est calculé en € TTC sur la base des prestations non sous-traitées pour le titulaire et uniquement pour la partie sous-traitée pour les sous-traitants.

Elle est de 5 % du fait du statut d'établissement public de santé de l'AP-HP, conformément à l'article R.2191-7 du Code de la commande publique.

Lorsque la durée de la prestation est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant de la prestation.

Lorsque la durée de la prestation est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

#### Remboursement de l'avance

- Si part à commandes, le paiement intervient après exécution de prestations ; le remboursement de l'avance se fera donc en une fois au moment du paiement de la facture
- Si forfaitaire, le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte des montants sous-traités et des montants liquidés. Le remboursement débute, par part fournisseur, quand le montant des prestations liquidées atteint 45% et doit être total quand le montant liquidé atteint 80%.

### **8.5 : Paiement des sous-traitants**

A.P.-H.P.	Consultation n°26-TV031CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	23/02/2026	15 / 19

### 8.5.1. Principes généraux

Les dossiers de sous-traitance doivent être **obligatoirement envoyés** à ce courriel :

[cellulemarches.aphpcup@aphp.fr](mailto:cellulemarches.aphpcup@aphp.fr)

- Seuls les sous-traitants de premier rang peuvent bénéficier du paiement direct, conformément à la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975.
- Le paiement direct est subordonné à l'acceptation du sous-traitant et à l'agrément de ses conditions de paiement par l'AP-HP.
- Aucune prestation sous-traitée ne peut débuter avant l'accomplissement complet de la procédure d'acceptation et d'agrément.
- Les agréments sont valables uniquement pour la durée du marché et doivent être renouvelés en cas de reconduction.

### 8.5.2. Sous-traitance de premier rang

#### Procédure d'acceptation et d'agrément

Pour tout sous-traitant déclaré après la notification du marché, le titulaire doit adresser à l'AP-HP, par courrier recommandé avec accusé de réception, un dossier comprenant :

- Une déclaration spéciale (DC4) précisant :
  - La nature des prestations sous-traitées ;
  - L'identité et l'adresse du sous-traitant ;
  - Le montant prévisionnel du paiement direct ;
  - Les conditions de paiement prévues.
- Les justificatifs des capacités professionnelles et financières (assurances, déclarations fiscales et sociales, références, etc.) ;
- Une déclaration sur l'honneur attestant que le sous-traitant ne fait pas l'objet d'une interdiction d'accès à la commande publique ;
- Une attestation sur l'honneur relative à l'absence de condamnations pénales visées par le code du travail au cours des cinq dernières années ;
- Les documents attestant de l'absence de cession ou de nantissement de créance faisant obstacle au paiement direct ;
- Un RIB de banque (différent d'un factor) en cours de validité ;
- Un Kbis datant de moins de 6 mois ;
- Le cas échéant, une copie du contrat de sous-traitance signé, sur demande de l'AP-HP.

#### Validation

- L'acceptation et l'agrément sont formalisés par un acte spécial signé par le titulaire et l'AP-HP.
- Cet acte est notifié au titulaire et au sous-traitant.

A.P.-H.P.	Consultation n°26-TV031CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	23/02/2026	16 / 19



- Le titulaire communique ensuite à l'AP-HP le nom du représentant habilité du sous-traitant.

### 8.5.3. Sous-traitance de second rang

Les prestations sous-traitées peuvent faire l'objet d'une sous-traitance de rang supérieur, conformément à la loi MURCEF du 12 décembre 2001 et au CCAG Travaux.

#### Dossier à fournir

Le titulaire doit transmettre à l'AP-HP une demande d'acceptation comprenant :

- Les pièces exigées pour la sous-traitance directe ;
- Soit une caution personnelle et solidaire garantissant le paiement du sous-traitant de rang n+1 ;
- Soit une délégation de paiement consentie à l'AP-HP dans les conditions prévues par le CCAG Travaux ;
- Le cas échéant, une copie des contrats de sous-traitance signés, sur demande de l'AP-HP.

### 8.5.4. Modalités de paiement direct

Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG Travaux :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement au titulaire (ou au membre du groupement concerné) :
  - Par courrier recommandé avec accusé de réception ;
  - Ou par dépôt contre récépissé.
- Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour :
  - Donner son accord,
  - Ou notifier un refus motivé.
- Le titulaire transmet ensuite la demande de paiement au pouvoir adjudicateur via CHORUS-PRO, conformément à l'article 8.2 du CCAP, accompagnée :
  - De la demande du sous-traitant ;
  - Et de l'ensemble des pièces justificatives requises.

## ARTICLE 9 : ASSURANCES

Le titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux Paris Cité dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

A.P.-H.P.	Consultation n°26-TV031CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	23/02/2026	17 / 19

## ARTICLE 10 : NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues à l'article 2191 (46 à 63) du Code de la Commande Publique.

## ARTICLE 11 : RETENUE DE GARANTIE

Le ou les fournisseurs sont par défaut dispensés du versement de la retenue de garantie. Toutefois, le marché peut faire l'objet d'une garantie dans les conditions prévues aux articles 2191 (32 à 43) du Code de la Commande Publique.

## ARTICLE 12 : PÉNALITÉS - RÉSILIATION

### 12.1 : Pénalités

Chaque pénalité donnera lieu à un avoir qui s'appliquera par réfaction sur la prochaine facture ou, à défaut, par l'émission d'un titre de recette.

#### 12.1.1. Pénalités et retenues pour retard dans la fourniture des devis

En complément des indications de l'article 19.2 du C.C.A.G Travaux et en cas de retard sur les délais de présentation des devis, le titulaire sera passible d'une pénalité de 100€ par jour calendaire de retard sans mise en demeure préalable.

Le délai contractuel est fixé à :

- **10 jours ouvrés pour les travaux simples (montant des travaux inférieurs à 10 000 € HT)**
- **20 jours ouvrés pour tous les autres cas.**

#### 12.1.2. Pénalités et retenues pour retard dans l'exécution

Les dispositions suivantes sont appliquées en cas de retard dans l'exécution des travaux mesurée par rapport au calendrier détaillé d'exécution élaboré et éventuellement modifié comme il a été indiqué à l'article 6 ci-dessus.

En cas de défaillance du titulaire, pour toutes raisons autres que le cas de force majeure, les manquements constatés dans le retard (à partir du jour qui suivra l'expiration des délais) apporté à l'exécution des travaux ainsi qu'à leur qualité, entraîneront à titre de dommages et intérêts, des pénalités de **100 euros par jour de retard**.

#### 12.1.3. Autres pénalités

En complément des pénalités précitées, le titulaire encourt les retenues ou pénalités suivantes :

Objet de la pénalité	Montant	Périodicité
Dépôt de matériels, matériaux, terres, déchets en dehors des zones prescrites	150 €	Par constat et jour calendaire
Retard dans le nettoyage du chantier	150 €	Par jour calendaire
Retard dans l'évacuation des déchets hors chantier	150 €	Par jour calendaire

#### 12.1.4. Cumul des retenues et pénalités

Toutes les pénalités objet des articles 11.1.1, 11.1.2, 11.1.3 et 11.1.4 ci-avant sont cumulables entre elles.  
Le montant des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total HT du bon de commande concerné.

A.P.-H.P.	Consultation n°26-TV031CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	23/02/2026	18 / 19

## 12.2 : Résiliation

L'Assistance Publique – Hôpitaux Paris Cité peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ou le Cahier des Clauses Administratives Générales (Travaux), ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, , prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important dans les conditions prévues au CCAG - Travaux. Le GHU APHP Centre - Université Paris Cité se réserve le droit d'appliquer ces dernières. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Sans réponse satisfaisante du titulaire à la mise en demeure, l'Assistance Publique – Hôpitaux Paris Cité peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du chapitre VI du Cahier des Clauses Administratives Générales en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R 2143-5 à 12 du code de la commande publique et ce sans mise en demeure préalable.

## ARTICLE 13 : LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux Paris Cité et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif Paris Cité est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

Tribunal administratif de Paris 7, rue de Jouy 75181 Paris cedex 04.

Téléphone : 01 44 59 44 00, Télécopie : 01 44 59 46 46.

**Courriel** : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

## ARTICLE 14 : DÉROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX

Article du CCAP	Article du CCAG	Objet de l'article auquel il est dérogé
1.4	50.4	Indemnités de résiliation
1.9	3.8.1	Bon de commande
2	4.1	Ordre de priorité des pièces contractuelles
8.3	12	Modalités de règlement
8.5.4	13.5	Modalités de paiement direct

A.P.-H.P.	Consultation n°26-TV031CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	23/02/2026	19 / 19